

Réponses de RTE à la consultation publique de l'ARCEP Janvier 2022

Preamble

RTE, entreprise en charge du Réseau de Transport d'Electricité, assure sur tout le territoire national une mission de service publique essentielle au bon fonctionnement du pays. Désignée par la loi française comme seule responsable, elle se doit d'être la garante de la sûreté de fonctionnement du système électrique français et de la qualité de fourniture de l'électricité aux utilisateurs du réseau de transport. La loi du 15 janvier 1906, le décret du 29 juillet 1927, abrogé par le décret du 1^{er} décembre 2011 lui imposent de disposer des systèmes de télécommunications indispensables au bon fonctionnement des ouvrages dont ils ont la charge.

Question 1 : RTE non concerné

Question 2 : RTE non concerné

Question 3 : RTE non concerné

Question 4 : RTE n'a pas de projet précis à ce stade dans cette bande de fréquence. Des expérimentations locales pourront toutefois être envisagées.

Question 5 : RTE non concerné.

Question 6 : RTE non concerné.

Question 7 : Pour RTE le problème de non couverture de certaines zones ou de restrictions géographiques (protégées, interdites, proches de frontières) pourrait engendrer des contraintes opérationnelles d'utilisation des drones trop lourdes (perte de manœuvrabilité, drone aveugle).

Notre besoin d'utilisation de drones fonctionnant via les réseaux 3G/4G est de pouvoir effectuer des contrôles de tous nos ouvrages électriques partout en France métropolitaine : dans les postes électriques, autour des pylônes électriques, mais surtout le long des lignes électriques à hautes et très haute tension en ayant recours à des vols de grande élévation, y compris sur les lignes électriques internationales.

Question 8 : RTE n'identifie pas de fréquence particulière plus appropriée. Avec le roaming RTE est capable de couvrir ses ouvrages électriques sur tout le territoire pour l'utilisation de ses drones.

Question 9 : RTE n'a pas connaissance de ces technologies